

COVID-19 Suivi des Impacts

au niveau des ménages

Burkina Faso



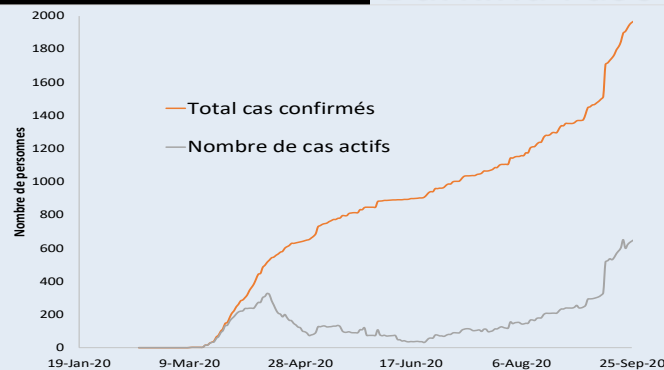
Bulletin No.3 — Novembre 2020

PRINCIPAUX MESSAGES

- On observe une baisse drastique de la pratique des mesures barrières;
- Par rapport au premier passage, il y a eu une augmentation considérable de la proportion de ménages qui ne sont pas en mesure d'accéder aux principaux aliments de base (de 23,9% à 64,5%). L'augmentation des prix est le principal obstacle à l'accès;
- Malgré le Covid-19, il n'y a pas eu de perturbations majeures dans la fourniture des services de santé; mais le coût des soins de santé reste une contrainte pour beaucoup;
- On note une augmentation substantielle de la proportion de répondants qui ont un emploi (de 75,1% au premier passage à 89,4% au troisième passage). Mais cela ne s'est pas encore traduit par une augmentation des revenus;
- Les agriculteurs mentionnent que les restrictions de voyage liées à la covid-19 les empêchent d'acquérir ou de déplacer des intrants; en conséquence, ils ont décidé de réduire la superficie ensemencée, de retarder les semis, de planter des cultures qui mettent

Cas confirmés de COVID-19

Burkina Faso



56 Décès 1,263 Patients guéris

Source: INSD (en date du 25 Septembre 2020)



CONTEXTE

Cette note présente les résultats du troisième passage d'une enquête téléphonique nationale représentative (HFPS). La collecte des données a eu lieu entre le 12 septembre et le 21 Octobre 2020. En plus de 2 037 ménages interrogés avec succès lors du deuxième passage, dans l'effort de maintenir la taille de l'échantillon, 173 autres ménages qui n'avaient pas été interrogés avec succès lors des cycles précédents mais qui n'avaient pas refusé de participer à l'enquête ont été appelés lors de ce troisième passage. 2 037 ménages (96,08 % des 2 120 tentatives) ont été contactés et 2 013 (94,95 %) ont été interrogés avec succès lors du troisième tour. Le questionnaire comprend des modules clés qui avaient déjà été administrés lors des passages précédents, à savoir la connaissance de la Covid-19 et les comportements sociaux, l'accès à la nourriture et aux services de base, l'emploi et le revenu, et la protection sociale. Le sous-module sur l'agriculture a été élargi pour inclure des questions supplémentaires sur l'impact de la covid-19 sur les activités agricoles.



CONNAISSANCE DE LA COVID-19 ET COMPORTEMENT SOCIAUX

Il y a une réduction drastique de la pratique des mesures barrières. Par rapport au premier passage pour lequel la collecte de données a été menée en juillet 2020, il y a une réduction de la proportion de répondants qui connaissent les principales mesures barrières (Figure 1). Le déclin des connaissances est très prononcé pour ce qui est d'éviter les rassemblements de plus de 10 personnes, éviter les voyages, et, dans une certaine mesure, éviter les poignées de main. Il est inquiétant de constater une forte baisse de la proportion de ceux qui adoptent ces mesures barrières. Par exemple, un répondant sur quatre (24,6%) déclare ne pas se laver les mains fréquemment. Près de la moitié des répondants (44,4%) n'évitent plus les poignées de main (Figure 2); contre seulement 5,0% au premier passage. Il y a une baisse similaire de la proportion de ceux qui évitent les rassemblements de plus de 10 personnes. Ceci appelle à une relance de la sensibilisation, surtout lorsque les pays occidentaux font face à une deuxième (ou troisième) vague de la pandémie.

Figure 1: Connaissance des mesures barrières

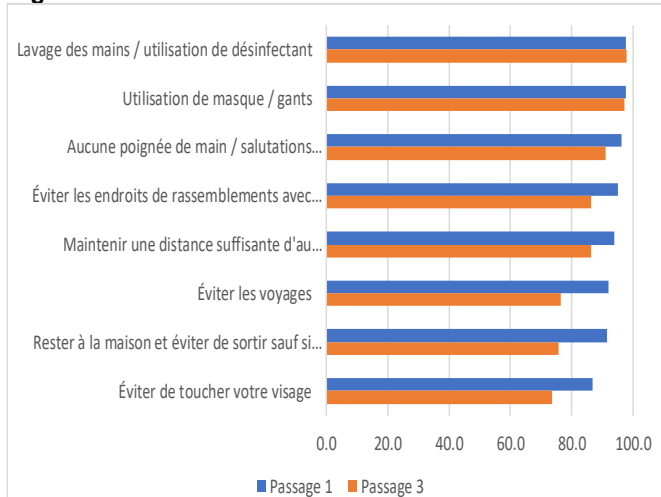
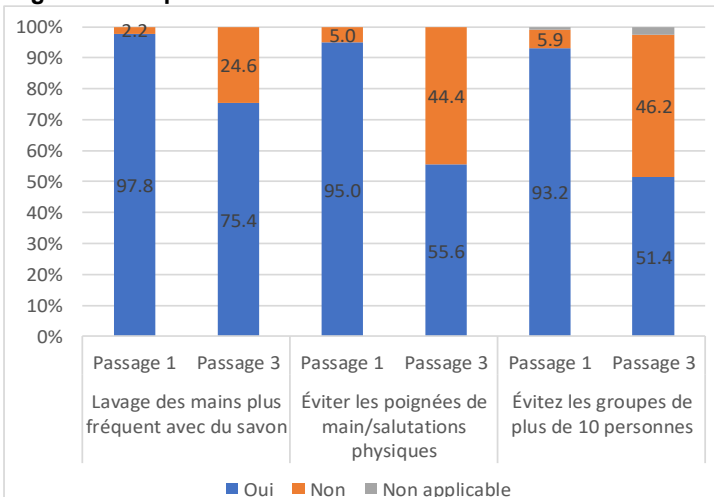


Figure 2: Adoption des mesures barrières





ACCÈS AUX ALIMENTS DE BASE ET AUX SERVICES SOCIAUX

Par rapport au premier passage, il y a eu une augmentation considérable de la proportion de ménages qui ne sont pas en mesure d'accéder aux aliments de base. Compte tenu des différences dans les habitudes de consommation, les aliments de base considérés pour cette étude sont: (i) pour Ouagadougou: riz importé, maïs en grains et farine de maïs; (ii) pour les autres zones urbaines: maïs en grains, riz importé et riz local; et (iii) pour les zones rurales: maïs en grains, sorgho et mil. Au cours du troisième passage, deux ménages sur trois (64,5%) ont déclaré ne pas avoir accès à ces aliments de base (Figure 3). Cela représente une augmentation de 40 points de pourcentage par rapport au premier passage. Les ménages urbains sont plus touchés par ce problème d'accessibilité alimentaire. La quasi-totalité des ménages a mentionné l'augmentation des prix comme la principale raison pour laquelle ils n'étaient pas en mesure d'accéder aux aliments de base.

Figure 3: Proportion n'ayant pu accéder aux aliments

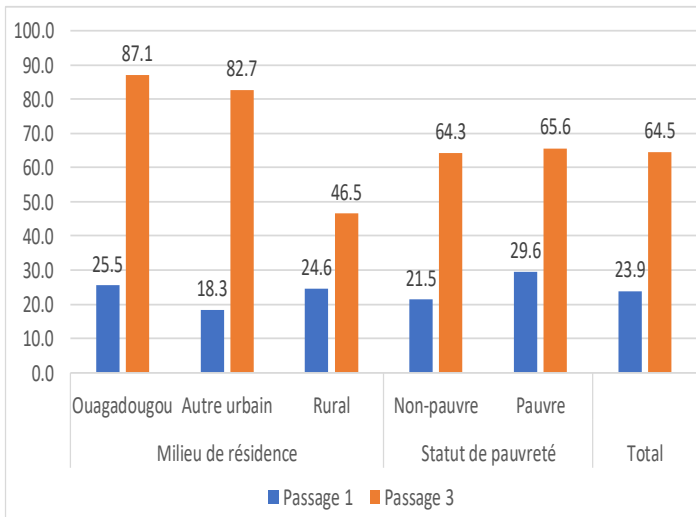
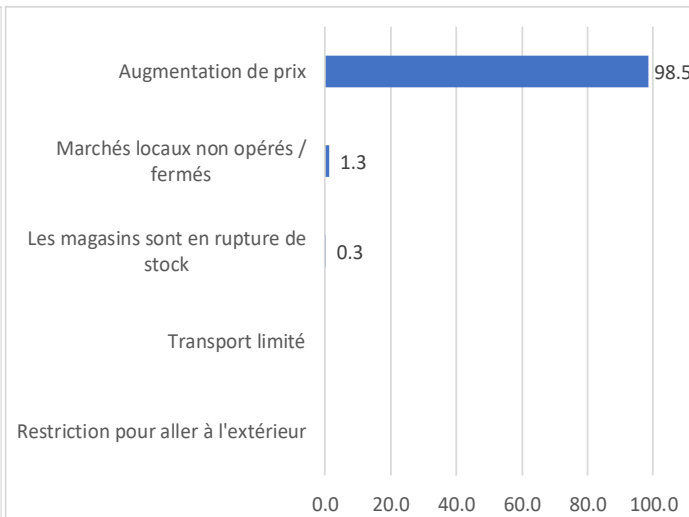


Figure 4: Principale difficulté liées à l'accès aux aliments



L'état du secteur de la santé est resté le même depuis le début de cette série d'enquêtes. Malgré les défis liés à la Covid-19, le système de santé a continué de fonctionner. En conséquence, la grande majorité des 56,4% qui avaient besoin de soins de santé étaient en mesure d'accéder à ces soins (Figure 5). Ce résultat est le même à travers les milieux de résidence et le statut de pauvreté. Pour les quelques personnes qui n'ont pas pu accéder aux services de santé, l'accessibilité financière est mentionnée comme étant le principal obstacle (Figure 6). Les problèmes liés à la disponibilité du personnel médical sont également mentionnés par une proportion non négligeable de répondants (12,3%). Le problème du personnel médical est de loin plus prononcé à Ouagadougou. Malgré la Covid-19, les pharmacies fonctionnent correctement. La plupart des ménages (63,6%) ont déclaré pouvoir acheter des médicaments dans une pharmacie. Une proportion non négligeable (5%) a eu recours à des prestataires traditionnels pour acquérir les médicaments. Il est important de noter que 30% ont déclaré qu'ils n'ont pas eu besoin d'acheter des médicaments au moment de l'enquête.

Comme c'était le cas pour les passages précédents, le paludisme/fièvre reste la maladie la plus courante, touchant 87% de ceux qui ont besoin d'un traitement. Les autres maladies avec un taux de prévalence élevé comprennent les problèmes d'estomac (5,8%) et le mal de gorge, la toux, le rhume et la grippe (5,2%). Les maladies non transmissibles telles que la pression artérielle et le diabète sont relativement plus répandues dans les zones urbaines.

Figure 5: Proportion ayant eu besoin d'un traitement

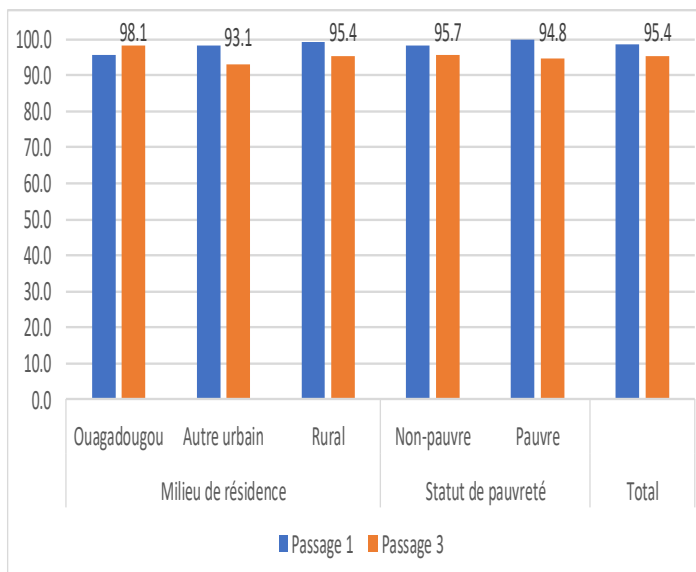
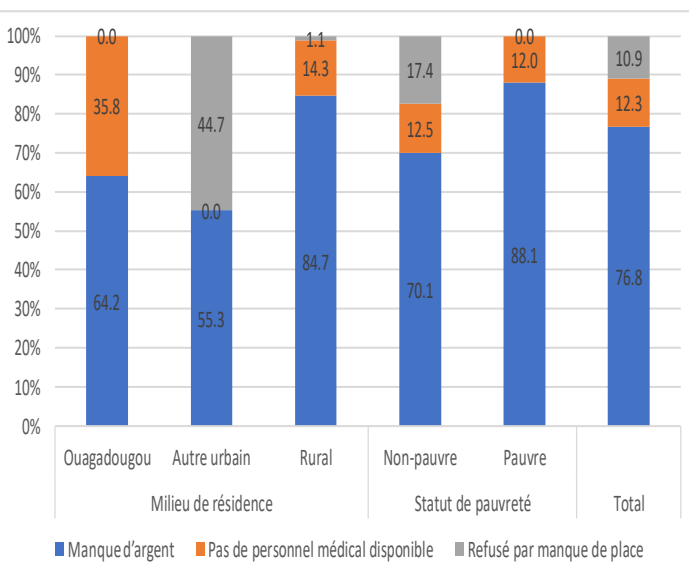


Figure 6: Raison de l'impossibilité d'accéder aux soins





EMPLOIS ET REVENUS

La proportion de répondants ayant un emploi a augmenté de manière significative, passant de 75,1% au premier passage à 83,3% au deuxième passage et à 89,4% au troisième passage (Figure 7). Cela représente une augmentation de 14,3 points de pourcentage entre le premier et le troisième passage. C'est un signe clair que la reprise économique est en cours. Cependant, les non-pauvres semblent avoir davantage bénéficié de cette évolution positive du marché du travail. Entre le premier et le troisième passage, la proportion de non-pauvres qui ont un emploi a augmenté de 15,2 points de pourcentage, contre seulement 8,9 points de pourcentage pour les pauvres. Mais cette amélioration du marché du travail ne s'est pas encore traduite par une claire augmentation des revenus. Par exemple, jusqu'à 11% des salariés ont mentionné qu'au cours de la semaine précédant l'enquête, ils avaient été forcés de travailler moins que d'habitude. Seuls 62% des salariés ont indiqué qu'au cours du dernier mois, ils avaient reçu l'intégralité du paiement normal de leur salaire. Une entreprise non familiale sur trois (32,8%) a indiqué que, par rapport au mois précédent, il y avait eu une réduction de ses revenus. L'absence de clients est de loin la principale raison invoquée par les répondants pour justifier la réduction ou le manque de revenus (Figure 8).

Figure 7: Proportion de répondants qui ont un emploi

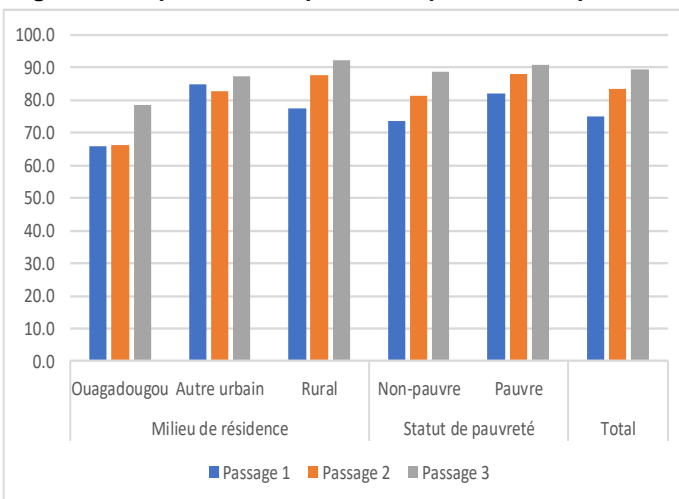
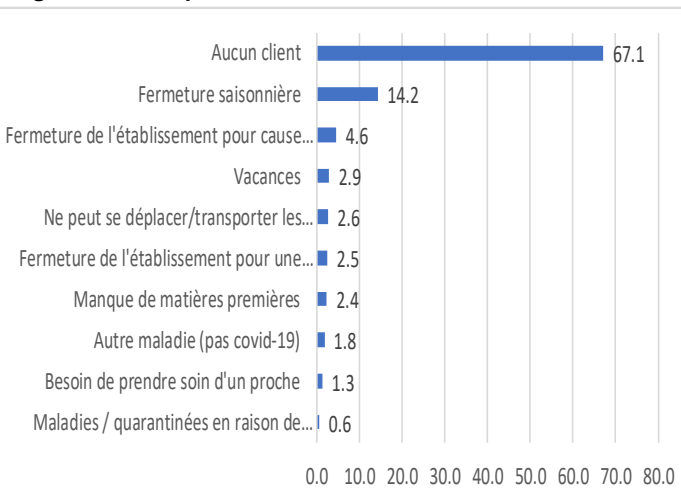


Figure 8: Principale raison d'avoir un revenu inférieur



7,2% des agriculteurs ont déclaré qu'en raison de la pandémie de la Covid-19, ils ont été obligés de modifier leurs plans concernant les activités agricoles. Quatre types d'ajustements se démarquent (Figure 9): réduction de la superficie plantée (cité par 45,9%); retard de plantation (cité par 35,7%); planter les qui mettent moins de temps à mûrir (cité par 21,5%); et abandon des cultures (cité par 19,8%). Ce type d'ajustements entraînera à coup sûr une réduction de la production et, par conséquent, l'insécurité alimentaire est à surveiller dans un proche avenir. Lorsqu'on leur demande quel est l'impact de la Covid-19 sur les activités agricoles, les agriculteurs mentionnent un ensemble de facteurs, dont la plupart sont liés aux restrictions sur les déplacements (Figure 10), et aux difficultés à acquérir ou à déplacer des intrants tels que les engrais (cité par 62,4%), ou les semences (cité par 31,4%). Ces facteurs affectent également les agriculteurs, quels que soient leur milieu de résidence ou leur statut de pauvreté. Les agriculteurs mentionnent également l'augmentation du prix des semences comme étant la principale contrainte à l'accès aux semences, tandis que les restrictions liées au transport sont des contraintes majeures dans l'accès aux engrais.

Interrogé sur l'impact des criquets pèlerins, un agriculteur sur dix a déclaré qu'au cours de l'année 2020, une partie de sa production avait été détruite par l'invasion des criquets.

Figure 9: Changement des activités due à la Covid-19

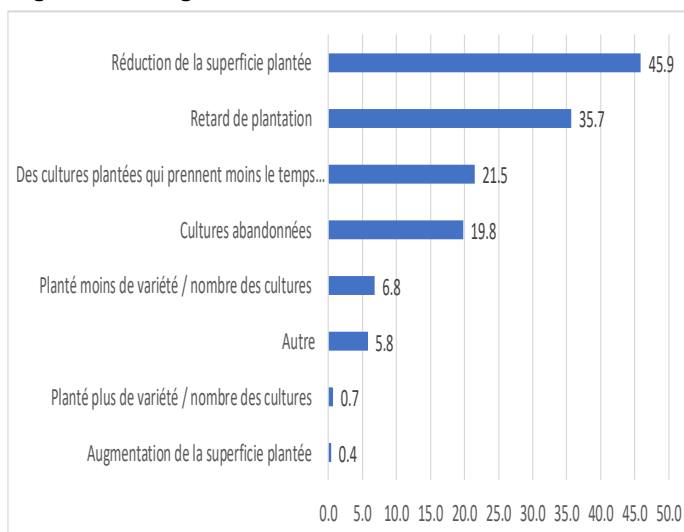
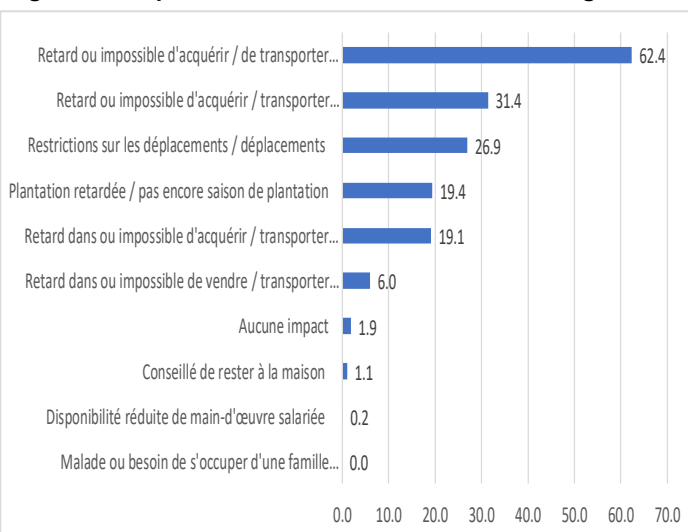


Figure 10: Impact de la Covid-19 sur les activités agricoles

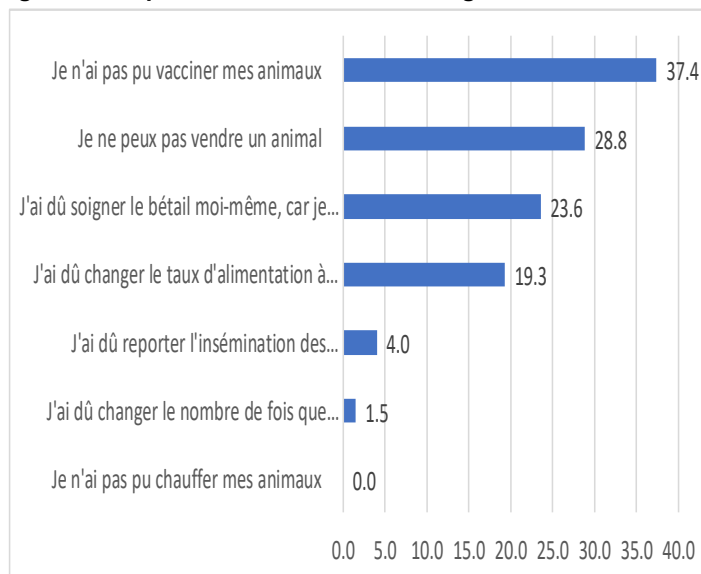




EMPLOIS ET REVENUS

La pandémie de la Covid-19 et les mesures barrières affectent également les ménages impliqués dans l'élevage. Les ménages impliqués dans cette activité ont mentionné quatre canaux principaux par lesquels ils sont affectés (Figure 11). Le premier et le plus important canal est la difficulté d'accéder aux vaccins pour leurs animaux (cité par 37,4%). Le deuxième canal est la réduction de l'accès au marché pour leur production (cité par 28,8%). Le troisième canal est la difficulté d'accès aux services vétérinaires (cité par 23,6%). Le quatrième canal important est la difficulté d'accéder et de fournir de la nourriture à leurs animaux, principalement en raison de l'augmentation des coûts (cité par 19,3%). Ce dernier problème lié à l'alimentation animale est plus prononcé en milieu urbain. Seuls 0,7% des ménages impliqués dans l'élevage ont mentionné qu'au cours de l'année 2020, leurs terres pastorales ont été affectées par l'invasion des criquets pèlerin. Les pauvres sont ceux des zones rurales qui ont été légèrement plus touchés par le criquet pèlerin.

Figure 11: Impact de Covid-19 sur l'élevage



PROTECTION SOCIALE

Le système de protection sociale est très limité au Burkina Faso. En conséquence, seuls 8,8% des ménages déclarent avoir reçu une quelconque forme d'aide d'une institution depuis mars 2020 (Figure 12). La proportion de bénéficiaires d'une telle assistance est beaucoup plus élevée dans les zones rurales (11,6%) par rapport à Ouagadougou (2,2%) et dans d'autres zones urbaines (4,0%). L'aide reçue était principalement sous forme de nourriture gratuite (Figure 12). Les autres types de transferts, y compris les transferts en espèces, sont presque inexistants. Seulement 1,2% des répondants ont déclaré avoir reçu un transfert d'argent direct d'une institution depuis le début de l'épidémie de la Covid-19. La sphère de la protection sociale est dominée par les ONG locales (34,3%), le gouvernement (32,8%), les ONG internationales (16,8%) et les organismes religieux (11,8%). Les organismes religieux sont plus présents dans les zones urbaines. Les ONG locales et internationales sont majoritairement présentes dans les zones rurales. La présence gouvernementale est répartie sur les trois zones de résidence.

Les interventions de ces institutions ne sont pas bien ciblées. Par exemple, deux bénéficiaires sur trois (68%) de l'aide gouvernementale ne sont pas pauvres. Parmi les institutions répertoriées, seuls les transferts d'ONG internationales sont relativement bien ciblés, avec 54,8% de bénéficiaires qui sont pauvres.

Figure 12: Assistance d'une institution depuis mars

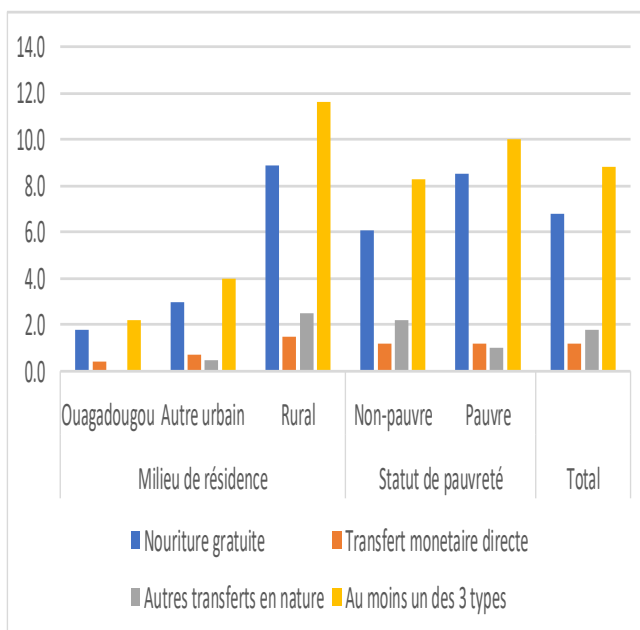
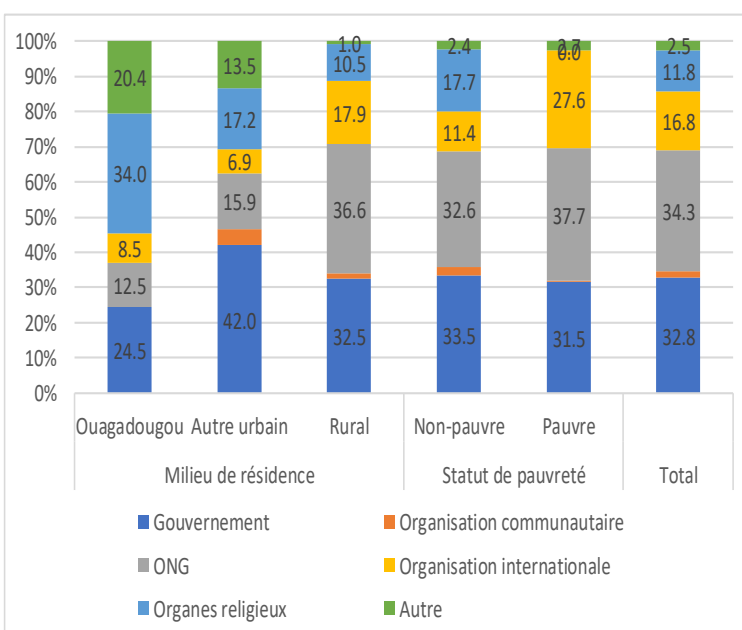


Figure 13: Principale source d'assistance



Cette note a été élaborée par Clarence Tsimpo Nkengne, Marco Tiberti, et Prosper Backiny-Yetna de la Banque mondiale, Zakaria Koncobo de l'INSD, et Adama Tiendrebeogo de la commission de l'UEMOA. L'équipe a bénéficié des commentaires utiles de Christophe Rockmore. La note a été préparée sous la direction de Soukeyna Kane, Maimouna Mbow Fam, Kofi Nogue, Pierella Paci, Johan A. Mistiaen, Jean-Pierre Chauffour, Boureima Quedraogo, et Jean Edouard Odilon Doamba.

Pour plus de détails, visitez <http://surveys.worldbank.org/covid-19> ou <http://www.insd.bf/n/>



WORLD BANK GROUP